

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Bourges, le 07/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **IZT SARL**

ZI rue Sarrault  
18200 ST AMAND MONTROND

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement IZT SARL implanté ZI rue Sarrault 18200 ST AMAND MONTROND. L'inspection a été annoncée le 21/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IZT SARL
- ZI rue Sarrault 18200 ST AMAND MONTROND
- Code AIOT dans GUN : 0010007187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société IZT est autorisée à Saint-Amand Montrond à exploiter, par l'arrêté préfectoral n°2006.1.098 du 18 janvier 2006, une installation de traitement de surface et une fonderie situées à Saint-Amand-Montrond, 3 rue Sarrault.

Les activités exercées sur le site relèvent des rubriques et des régimes suivants au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement:

- 2565.2.a : traitement chimique et électrolytique des métaux sans utilisation du cadmium ; régime de l'autorisation (volume autorisé de 3712 m3) ;
- 1111 : emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques ; régime de la déclaration ;
- 1180 : utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés de PCB, PCT ;
- 2552 : fonderie (fabrication de produits moulés) métaux et alliages non ferreux ; régime de la déclaration ;
- 2560 : travail mécanique des métaux et alliages ; régime de la déclaration ;
- 2561 : trempe, recuit ou revenu des métaux et alliages ; régime de la déclaration ;
- 2920 : installations de réfrigération ou compression ; régime de la déclaration ;

- 2921 : installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ; régime de la déclaration.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rétention dans le local de stockage des déchets
- schéma des réseaux et plan des égoûts
- isolement du milieu récepteur des réseaux
- mesures de la qualité des eaux rejetées
- gestion des bains de traitement et de rinçage
- systèmes de captation et d'aspiration

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Stockage temporaire des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 5.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription, Consignation
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 7.3.3	/	Consignation

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations de rejets atmosphériques raccordées	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 3.2.2	/	Sans objet
Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.2.4.2	/	Sans objet
Auto surveillance de la qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 9.2.3.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.2.2	/	Sans objet
Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.3.5	/	Sans objet
Traitement des eaux industrielles résiduelles	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.3.8	/	Sans objet
Systèmes d'alarmes et de mise en sécurité	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 7.5.4	/	Sans objet
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 7.6.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Installations de rejets atmosphériques raccordées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations de rejets atmosphériques raccordées
<b>Prescription contrôlée :</b> Conduits et installations raccordées [tableau non reproduit]
<b>Constats :</b> Le nombre et la description des conduits de rejets de l'arrêté préfectoral ne correspondent pas aux conduits observés sur le site.
<b>Observations :</b> Le 7 novembre 2019, l'exploitant avait déclaré que des installations décrites à l'article 3.2.2 n'avaient jamais existé ou ne fonctionnaient plus. Cela concernait les conduits suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• conduit n°3 : bain de cuivre acide (2 cuve) ;</li><li>• conduit n°5 : bains de passivation bichromatée, de passivation blanche, de passivation bleue et des décapage (3 postes) ;</li><li>• conduit n°6 : bains de dégraissage chimique, de dégraissage électrolytique, de zinc cyanuré (3 postes) ;</li><li>• conduit n°8 : polisseuses 4 postes (arrêté avant 2010).</li></ul> Le 7 novembre 2019, l'Inspection avait constaté l'existence : <ul style="list-style-type: none"><li>• de 3 conduits d'évacuation des effluents gazeux associés à la chaîne de traitement automatique ;</li><li>• de 5 conduits d'évacuation des effluents gazeux associés à la chaîne de traitement manuelle.</li></ul> L'article 3.2.2 ne décrit que 6 conduits associés aux chaînes de traitement de surface. L'exploitant n'a pas apporté d'éléments complémentaires depuis cette date.  Le 25 février 2022, l'Inspection constate que la station de traitement des effluents comporte plusieurs conduits de rejets non décrits à l'article 3.2.2.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs où tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (Vannes, compteurs...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente un plan des réseaux daté du 15 septembre 2000. Le plan distingue un réseau des eaux vannes et un réseau des eaux pluviales. L'inspection des installations classées a vérifié par sondage que les regards et avaloirs des eaux pluviales du site sont représentés sur le plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Isolement avec les milieux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement avec les milieux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Les réseaux d'assainissement de l'établissement ne peuvent pas être isolés par rapport à l'extérieur.
<b>Observations :</b> Les réseaux d'assainissement ne sont pas équipés de dispositifs d'isolement. Le 25 février 2022, l'exploitant a indiqué que l'atelier de traitement de surface est équipé de fosses étanches qui feraient office de rétention en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Localisation des points de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des points de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Tout rejet d'effluents industriels liquides issus des activités de traitement de surface est interdit. (...)
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées n'a pas constaté de rejet d'effluents industriels liquides
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées constate que les bains des chaînes de traitement sont traitées par des dispositifs d'épuration (résines) implantés dans l'atelier fonctionnant en circuit fermé; un dispositif peut regrouper plusieurs bains lorsqu'ils sont compatibles entre eux. L'exploitant indique que lorsqu'ils sont trop saturés (par exemple en acide nitrique, soude), des bains sont envoyés en traitement dans la station jouxtant l'atelier des chaînes de traitement; les concentrats sont gérés en déchets. Il précise que tous les bains ne peuvent pas être traités dans la station de traitement (cas du biosulfite de soude saturé en acide chromique) et que ces bains sont alors transvasés dans des GRV.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Traitement des eaux industrielles résiduares**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des eaux industrielles résiduares
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans la mesure où l'activité de traitement de surface s'effectue en zéro rejet, l'ensemble des eaux industrielles résiduares est traité en tant que déchets industriels spéciaux.
<b>Constats :</b> Pas de non conformité constatée. L'Inspection des installations classées a vérifié que les bains usés font l'objet d'une gestion en tant que déchets industriels.
<b>Observations :</b> L'exploitant indique que les résines des dispositifs d'épuration implantés dans l'atelier des bains des chaînes de traitement sont gérées par la société ECOTEAM et sont envoyées dans une filière de gestion de déchets. De même, il indique que les concentrats de la station de traitement sont gérés en déchets. Les bains qui ne sont pas, ou ne peuvent pas, être traités dans l'établissement (cas du biosulfite de soude saturé en acide chromique) sont transvasés dans des GRV en vue d'une prise en charge dans une filière de gestion de déchets. L'exploitant présente la registre des déchets dangereux de 2021. Tous les déchets dangereux sont pris en charge par la société RECYDIS à la Chapelle-Saint-Ursin. Les 3 derniers BSD relatifs au transport du 9 novembre 2021 sont consultés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Stockage temporaire des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage temporaire des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des substances dangereuses sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météorites souillées. L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépassera pas un an.
<b>Constats :</b> Les déchets présents dans le local de stockage des déchets ne sont pas tous entreposés sur des aires aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus. L'élimination des déchets n'est pas faite régulièrement. La quantité de déchets stockés dépasse la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. Le stockage temporaire d'une partie des déchets dépasse un an.
<b>Observations :</b> Le 7 novembre 2019, l'Inspection avait constaté, dans le local de stockage des déchets issus de l'exploitation: • la présence de 23 contenant de type « GRV » (contenance maximale de l'ordre de 1 m <sup>3</sup> ), de 8 bidons et de déchets divers ; • que le local n'était pas équipé d'un dispositif de rétention. Ce point a fait l'objet de la mise en demeure du 20/05/2020. Lors de la visite du 28 mai 2021, la situation n'avait pas évolué. Lors de la visite du 25 février 2022, l'Inspection constate la présence de 21 GRV contenant des déchets liquides dans le local de stockage des déchets et de divers contenants (fûts, bidons...): - 6 GRV placés sur 3 rétentions; - 15 GRV plus ou moins pleins stockés hors rétention (le local n'est pas équipé d'un dispositif de rétention); - les contenants divers contiennent des déchets solides ou liquides.  Le 25 février 2022 l'exploitant a indiqué que le déchets stockés sont essentiellement des bains de traitement et/ou de rinçage qui ne peuvent plus être régénérés et qui sont envoyés dans une filière de gestion des déchets. Il précise que les déchets font normalement l'objet d'un enlèvement par un société spécialisée lorsqu'un camion peut être chargé à plein (de l'ordre de 12 GRV). L'Inspection observe donc que le fonctionnement normal des installations pourrait nécessiter de l'ordre de 13 ou 14 GRV. En fonctionnement normal, le nombre de rétentions mises en place est donc insuffisant. Le 25 février 2022, l'Inspection a noté que les GRV dont les contenus sont les plus récent sont identifiés (acide chromique, acide nitrique notamment) et datés. Plusieurs GRV ne sont pas identifiés ni datés. L'exploitant a indiqué avoir fait analyser les GRV non identifiés (résultats en attente) et a précisé que plusieurs sont présents depuis plus d'un an. Le 25 février 2022, l'exploitant a indiqué vouloir programmer 2 rotations de camions d'ici le mois de juin pour évacuer les déchets présents en quantité supérieure au fonctionnement normal.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Consignation

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. (...)
<b>Constats :</b> Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.
<b>Observations :</b> L'entretien des installations électriques a fait l'objet de la mise en demeure du 19/12/2017.  Lors de la visite d'inspection du 28 mai 2021, l'exploitant avait: <ul style="list-style-type: none"><li>• présenté à l'Inspection le rapport du contrôle annuel des installations électriques réalisés du 19 au 23 avril 2021 par l'APAVE (rapport n°R146732.01.60.21.H.001.ELAR.001) ; le rapport mentionnait 254 non-conformités ;</li><li>• remis à l'Inspection une copie du rapport de vérification Q18 de l'intervention du 19 au 23 avril 2021 de l'APAVE ; le rapport mentionnait que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion et liste 4 non-conformités dont 3 sont nouvelles (observées pour la première fois en 2021);</li></ul> remis à l'Inspection une copie de la facture n°21-02-11 de la société CEC du 23 février 2021 d'un montant de 27 027,64 € TTC ; l'exploitant avait indiqué que la société CEC devait encore réaliser une prestation de 4636 €HT (transformateur du bâtiment 3) mais, sa réalisation nécessitant un arrêt d'exploitation, elle n'avait pas été effectuée.  Par courrier électronique du 10 juin 2021, l'exploitant avait transmis à l'Inspection un courrier électronique de la société CEC qui confirmait intervenir les 18 juin 2021 et 3 août 2021 (intervention sur le poste haute tension pour cette dernière date).  Le 25 février 2022, l'exploitant a indiqué que les interventions des 18 juin et 3 août 2021 n'avaient pu avoir lieu et que ces interventions auraient dû permettre de corriger 3 des 4 non-conformités ou anomalies mentionnées dans le rapport de vérification Q18 de 2021, la 4ème anomalie pouvant être corrigée par l'électricien de la société IZT (bâtiment 5 fonderie - "protection de surcharge trop élevée").  Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'un nouveau contrôle des installations électriques aurait lieu en avril 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation



**Nom du point de contrôle : Systèmes d'alarmes et de mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes d'alarmes et de mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement (...)
<b>Constats :</b> Le dispositif d'alarme n'était pas opérationnel le 25 février 2022.
<b>Observations :</b> Le 28 mai 2021, l'Inspection avait noté que l'exploitant avait installé un dispositif d'alarme dont le son était peu audible compte tenu de l'ambiance sonore de l'atelier. Par courrier électronique du 21 juin 2021, l'exploitant a transmis une vidéo dans laquelle le niveau sonore apparaît suffisant. Lors de la visite du 25 février 2022, l'Inspection a constaté que le dispositif d'alarme se déclenche sur un manque de liquide dans les bacs de la chaîne de traitement manuelle mais les voyants et l'alarme sonore ne sont pas maintenus. Par courrier électronique du 16 mars 2022, l'exploitant a transmis une vidéo à l'inspection des installations classées montrant que le dispositif a été remis en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.6.3. rétentions Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. (...)
<b>Constats :</b> Les bacs de rétention achetés fin 2021 ont un volume de rétention adapté aux GRV qu'ils contiennent.
<b>Observations :</b> L'exploitant a acquis fin 2021 des rétentions de 1000 litres sur lesquelles il entrepose 2 GRV. Il a précisé que la contenance d'un GRV est de 1000 litres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 9.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance de la qualité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle de la qualité des eaux résiduaires (...) est réalisé (...) périodiquement aux frais de l'exploitant par un organisme accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres suivants: [tableau non reproduit]
<b>Constats :</b> Le contrôle périodique de la qualité des eaux pluviales n'est pas effectué.
<b>Observations :</b> Les eaux pluviales ruisselant sur les toitures et les voies de circulation sont rejetées dans le réseaux communal des eaux pluviales. L'exploitant indique ne pas réaliser périodiquement de mesure de la qualité des eaux pluviales rejetées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet